



Union Départementale
des Syndicats du Cher

8 Place Malus
18000 BOURGES
Tél 02 48 21 24 79
Cgt.ud.cher@wanadoo.fr
www.ud18.cgt.fr

IMPOSONS NOS EXIGENCES POUR LA CONFÉRENCE SOCIALE DES 20 ET 21 JUIN 2013

TOUS AU RASSEMBLEMENT LE MERCREDI 19 JUIN 2013

à 17 h 30 - PLACE SERAUCOURT
et à 18 h 00 - PLACE DE LA PREFECTURE

Pourquoi les salariés et les citoyens de demain devraient-ils être plus pauvres et maltraités que ceux d'hier et d'aujourd'hui ?

Hollande et son gouvernement, avec la complicité de la commission européenne, continuent d'appliquer la politique libérale de Sarkozy et détricotent petit à petit les différentes conquêtes des salariés ; alors qu'il faudrait s'attaquer aux puissants de la finance et du capitalisme, il répond à leurs exigences qui aggraveront la pauvreté et la malléabilité des salariés qui voient leurs droits constamment régresser.

En 1993, 2003 et 2010, les réformes Balladur, Fillon et Woerth se sont complaisamment inscrites dans les exigences de l'Europe et des capitalistes. Ces dispositions qui ont aggravé la situation des retraités et fragilisé celle des futurs retraités vont à l'encontre des propositions de la CGT pour une pérennisation de notre système par répartition et à l'encontre de l'ensemble des acquis gagnés par les salariés. Pour y parvenir, il nous faut amplifier les mobilisations dans la rue mais surtout dans l'entreprise pour l'aboutissement de nos revendications (SMIC à 1700€ brut tout de suite, augmentation générale des salaires, pensions et minima sociaux, arrêt des exonérations de cotisations,...).

Les 20 et 21 juin 2013, le gouvernement a inscrit la réforme des retraites au cœur de la conférence sociale qu'il a convoquée. En revanche, rien sur

les salaires qui sont l'essentiel des solutions au financement durable des retraites et de l'ensemble de la protection sociale. **Là encore seule une large mobilisation autour de nos revendications permettra une évolution favorable.**

Les dividendes et les salaires des grands patrons explosent quand dans le même temps une partie de plus en plus grande des salariés sont obligés de dormir dans leur voiture et de faire un choix entre se chauffer ou manger. Il faut une augmentation générale des salaires pour relancer la consommation et donner plus de cotisations pour la protection sociale et les retraites. Que dire également des exonérations de cotisations patronales qui n'ont créé aucun emploi mais qui ont tiré les salaires vers le bas ? Plus les salaires sont bas plus les exonérations sont élevées.

Il faut une vraie politique de l'emploi. Contrairement aux solutions proposées par les gouvernements successifs depuis 30 ans (gel des salaires voire baisse, flexibilité, rupture conventionnelle, facilité des patrons pour licencier). Ces solutions répondent aux souhaits des capitalistes et du MEDEF, elles servent à faire exploser les dividendes et salaires des grands patrons et à appauvrir les salariés, chômeurs et retraités.

Elles n'ont en rien fait baisser le chômage bien au contraire, les chiffres explosent des records et la

précarité grandit. Les patrons sont décomplexés et n'hésitent plus à proposer des CDI à 15h par semaine.

Sur les retraites, il serait bon de rappeler au gouvernement actuel qu'en 2010 sa formation politique était dans les manifestations pour demander la retraite à 60 ans pour tous. Maintenant qu'il est au pouvoir il voudrait nous imposer les revendications du Medef qui, lui, a déjà fait valoir ses revendications auprès du Premier ministre : *"Notre préconisation est d'allonger la durée de cotisation à 43 ans d'ici 2020 et de repousser l'âge légal de la retraite à au moins 65 ans à l'horizon 2040"*, a revendiqué « la patronne des patrons » à la sortie de Matignon le 13 mai.

Les négociations sur les régimes complémentaires Arcco et Agirc conclues le 13 mars dernier par un accord non signé par la CGT ont débouché, notamment, sur un mécanisme de revalorisation des pensions inférieure à l'inflation, ce qui aura des conséquences extrêmement néfastes pour les retraités actuels en termes de pouvoir d'achat, mais également pour les retraités futurs. Le gouvernement n'a pas caché qu'il pourrait s'inspirer de cet accord pour la réforme des retraites de base.

Le financement des retraites passe par l'augmentation des salaires, ainsi que par l'emploi et la croissance et la suppression des exonérations de cotisations.

La CGT et tous les salariés chômeurs et retraités réunis le 19 juin exigent :

- *La retraite à 60 ans pour tous quel que soit le parcours professionnel avec 100% du salaire net*
- *Un départ à 55 ans voire moins pour les métiers pénibles*
- *Pas une retraite en dessous du SMIC*
- *Un SMIC à 1700 euros brut tout de suite*
- *L'augmentation générale des salaires, pensions et minima sociaux*
- *L'arrêt des exonérations de cotisations*
- *L'emploi sous statut doit être la règle dans la fonction publique*
- *Suppressions des lois HPST et RGPP qui détruisent la fonction publique*
- *La nationalisation des entreprises qui vivent avec des aides publiques*
- *La suppression des ruptures conventionnelles*
- *Une prise charge de la SECU à 100%*
- *Prise en charge de la perte d'autonomie par la branche maladie*
- *La suppression de l'accord dit de sécurisation de l'emploi*
- *L'arrêt de la criminalisation de l'activité syndicale*
- *L'extension des droits syndicaux*

✂ _____

Bulletin d'adhésion

NOM : _____ Prénom : _____

Adresse postale : _____

N° de téléphone : _____

Adresse électronique : _____

